

ENTRETIEN REALISÉ DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION D'UN
OUVRAGE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES
ÉDUCATRICES (AIVE), A BARCELONE, LE 3 JANVIER 2008

L'ÉDUCATION PERMANENTE INEVITABLE ?

PHILIPPE MEIRIEU et JOAN MANUEL DEL POZO

L'éducation permanente à la citoyenneté a été, et est toujours, une des questions fondamentales pour l'Association Internationale des Villes Educatrices. Aujourd'hui, tous les types de travail semblent requérir une mise à jour continue des savoirs acquis. Mais, il est aussi certain que l'accès, apparemment facile et généralisé aux sources d'information, cache, et empêche même parfois, l'accès à la connaissance. En réalité, il nous faut réexaminer les enjeux de l'éducation permanente dans le contexte d'aujourd'hui et, en particulier, mieux identifier le rôle que pourraient avoir les Villes Educatrices dans ce domaine.

Pour réfléchir à cette question, nous avons demandé la collaboration de PHILIPPE MEIRIEU et de JOAN MANUEL DEL POZO.

*PILAR FIGUERAS,
Secrétaire Générale de l'AIVE*

PHILIPPE MEIRIEU

Avant toutes choses, il me semble qu'il faut lever une ambiguïté sémantique autour de l'expression « éducation permanente ». Elle peut recouvrir, en effet, des réalités très différentes, liées ou non à la formation professionnelle, et ne doit être surtout pas réduite à cette dernière... De plus, je m'interroge sur l'opportunité, dans le débat idéologique actuel, d'utiliser le mot *éducation* s'agissant d'adultes. Des philosophes, comme Hannah Arendt, considèrent que ce qui caractérise l'adulte est qu'il peut continuer à apprendre mais que l'on ne peut plus l'éduquer. Car, pour elle, l'éducation consiste à définir ce qu'une autre personne doit apprendre, ce qui est le cas spécifique de l'enfance. Hannah Arendt va même plus loin puisqu'elle souligne que, si un Etat se prétend éducateur, il est totalitaire ou bien est porteur d'un danger de totalitarisme. Pour Hannah Arendt, le passage à l'âge adulte a lieu quand, justement, le sujet décide de ce qu'il doit apprendre. C'est pourquoi, quand elle dit qu'il y a incompatibilité entre l'éducation des adultes et la démocratie, elle pointe un problème politique qui est loin d'être insignifiant... C'est la raison pour laquelle, dans la commission de l'UNESCO au sein de laquelle j'ai travaillé, j'ai proposé d'utiliser la notion d'*apprentissage permanent* ou celle d'*apprentissage tout au long de la vie*. Cela permet de bien souligner qu'en aucun cas, nous ne sommes dans la perspective de décider de ce que les adultes doivent

apprendre. Nous sommes, au contraire, portés par la conviction qu'ils se constituent en tant qu'adultes en s'impliquant dans le choix de leurs apprentissages et de leur formation... et cette implication est, tout à la fois, la reconnaissance et la promotion de leur statut de citoyen.

JOAN MANUEL DEL POZO

Il est certain que, quel que soit le terme associé au contrôle du pouvoir public sur ce que devrait apprendre chaque personne, il n'est pas question de prendre la direction d'une *éducation-formation permanente* de type autoritaire. Cependant, dans nos langues, le castellan et le catalan, le mot *éducation* n'est pas nécessairement chargé de connotations autoritaires. Le mot *formation* est acceptable parce qu'il est compatible avec le respect de l'autonomie de l'individu. D'autre part, le mot apprentissage à un caractère extrêmement instrumentaliste et, pour cela, il est directement associé à la formation professionnelle.

PHILIPPE MEIRIEU

Dans l'analyse d'Hannah Arendt, qui est aujourd'hui reprise par la plupart des théoriciens de la démocratie, on définit un régime totalitaire comme un régime qui confond les rôles. C'est-à-dire un régime qui prend les enfants pour des adultes et les adultes pour des enfants. Pour Hannah Arendt, il faut respecter la frontière nécessaire entre le moment où l'enfant, n'étant pas capable de choisir par lui-même, doit être éduqué par ceux qui doivent décider de « son bien » et le moment où l'adulte doit pouvoir, en tant que citoyen, être reconnu à la fois comme acteur dans sa vie et dans la Cité... Même si la distinction qu'elle propose est pédagogiquement discutable - pour ma part, je crois, justement, que la pédagogie est l'aménagement des transitions nécessaires - , il me semble qu'il vaut mieux éviter de donner à penser que nous concevons la formation permanente comme une entreprise de catéchisation d'une population mineure. Dans le débat que nous avons en France aujourd'hui - avec une montée extrêmement forte de la pensée autoritariste -, on s'appuie beaucoup sur Hannah Arendt pour discréditer toutes les formes de formation à l'autonomie dans l'éducation de l'enfant. Il ne faudrait pas qu'on s'appuie aussi sur elle pour discréditer la formation des adultes.

JOAN MANUEL DEL POZO

Nous parlons de l'éducation permanente, dans le sens libéral du terme, et non pas d'une éducation programmée par l'Etat pour le contrôle des citoyens. Il s'agit bien d'une éducation comme impulsion de l'autonomie. Il me semble qu'on peut donc parler indistinctement *d'éducation ou de formation*.

PHILIPPE MEIRIEU

Il faut néanmoins toujours se rappeler que la démocratie, comme l'explique bien Claude Lefort, est un régime dans lequel le lieu du pouvoir est vide. C'est un espace que personne n'est habilité à occuper : le collectif en débat exerce le pouvoir et nul ne peut prétendre l'incarner. Mais il n'est pas certain que la démocratie soit définitivement installée. Un des problèmes du XXI^e siècle est que les théocraties, dans le sens géopolitique du terme, sont terriblement puissantes sur la planète. Et, dans les États qui se considèrent comme démocratiques, la nostalgie théocratique reste très puissante. C'est la tentation

naturelle de gens qui doivent décider de leur avenir mais trouveraient finalement plus confortable de s'en remettre à quelqu'un qui déciderait à leur place. Le lieu du pouvoir, qui doit demeurer vide, reste très convoité et nous sommes appelés à exercer, à cet égard, une vigilance constante... y compris à l'égard de nous-même. C'est pourquoi il faut réaffirmer sans cesse que la formation permanente est fondamentalement inscrite, pour nous, dans une perspective démocratique. Ce sont les « usagers » - ce terme est ici, d'ailleurs, particulièrement impropre – qui doivent en décider et non une quelconque cléricature ou technostructure.

JOAN MANUEL DEL POZO

Dans ce contexte, qu'entend-on aujourd'hui par « connaissance pertinente » en matière de formation permanente ?

PHILIPPE MEIRIEU

Personne ne doute plus, actuellement, que l'éducation permanente soit une nécessité inéluctable. N'importe quel travail requiert, dit-on, une mise à jour continue des savoirs acquis. Mais est-ce vraiment certain ? Il est possible que notre société puisse encore continuer à vivre, et même à se développer, en maintenant une partie de la population dans des formes de travail subalternes sans aucune exigence de compréhension des mécanismes et des enjeux. Et, précisément pour cela, la nécessité de la formation permanente ne relève pas d'abord, pour moi, d'une nécessité économique mais d'un projet démocratique... Si l'on examine les pronostics contradictoires des économistes, il n'est pas exclu que l'économie des pays occidentaux puisse se développer sans problème majeur tout en maintenant 15 à 20% de la population à un niveau de qualification très bas et dans des tâches de pure exécution. Dans nos économies occidentales, contrairement à ce que disent certains, il y a encore une multitude de tâches qui peuvent être effectuées sans véritable culture, sans qualification ni formation... ou pour lesquelles la formation coûterait plus cher qu'elle ne rapporterait. Dans ces conditions, affirmer que tous les types de travail requièrent une mise à jour continue du savoir acquis, c'est évidemment faire le choix d'une société dans laquelle chacun, dans son travail, bénéficie de l'évolution collective et acquiert les moyens de comprendre et maîtriser le monde. C'est un pari, une volonté politique et il ne faut donc pas s'étonner qu'elle rencontre des résistances.

En réalité, si nos sociétés avaient réellement besoin d'une élévation générale du niveau culturel, intellectuel et conceptuel des citoyens, si nos économies ne pouvaient pas survivre sans cette élévation, nous n'aurions pas la télévision que nous avons en Occident aujourd'hui. Par ailleurs, nos systèmes scolaires ne fonctionneraient plus en envoyant les élèves les plus en difficulté dans l'enseignement professionnel, nous ne raccourcirions pas systématiquement les études qui mènent vers des métiers dit « manuels », etc. Il n'est pas sûr que nos sociétés n'aient pas besoin, dans la configuration libérale actuelle, de maintenir la distinction entre ceux qui travaillent sans comprendre et ceux qui comprennent sans « travailler »... sans « travailler » dans la production s'entend, ni se salir les mains dans des tâches d'exécution, y compris dans sa vie personnelle. Rien ne nous garantit donc que nos économies vont exiger la formation, à un haut niveau, de la totalité de la population. En France, par

exemple, nous avons créé un baccalauréat professionnel qui concerne un tiers des jeunes du pays. Et tout le monde trouve normal que l'on ne leur enseigne pas la philosophie. Ou plutôt, on trouve normal qu'un tiers des jeunes bacheliers français, parce qu'ils vont faire un métier *manuel*, n'ait pas le droit de réfléchir sur l'amour, la mort, le désir, la justice, la vérité et toutes les questions existentielles et politiques de la vie. Il y a ainsi des gens qui considèrent que ceux qui vont devenir ferronniers ou garagistes n'ont pas besoin d'étudier la philosophie ! C'est pourquoi je suis convaincu que le développement de la formation permanente, au sens le plus exigeant du terme, n'est pas vraiment inéluctable : une vraie formation permanente pour tous est un choix politique, un choix de société... Nous n'avons pas à nous croiser les bras et à attendre que cela se passe. C'est un combat à mener.

JOAN MANUEL DEL POZO

À mes yeux, l'éducation permanente est un droit.

PHILIPPE MEIRIEU

Voilà, effectivement, une formulation dans laquelle je me reconnais pleinement. Parler de « droit », c'est quitter le paradigme de l'offre, c'est considérer qu'il ne suffit pas d'offrir la formation pour que cela fonctionne. On peut même affirmer que la multiplicité des offres n'est pas mécaniquement démocratisante. C'est ce que montre Bourdieu, dans les années 60, à propos du développement des offres culturelles. Il souligne que la multiplication des propositions ne conduit pas plus de gens à acheter plus de places de théâtre ou à aller plus au musée. En réalité, ce sont *les mêmes* qui achètent *plus de places*. Quand les offres de biens culturels augmentent, les inégalités aussi. La comparaison peut être faite avec la formation. Dans tous les pays aujourd'hui, la consommation de formation permanente est proportionnelle au niveau de formation initiale. Plus on a bénéficié de formation initiale, plus on accède à la formation permanente. Et, réciproquement, moins les gens ont de formation initiale, moins ils bénéficient de la formation permanente. Notre problème majeur est d'inverser la tendance et de faire en sorte, au moins, qu'une moindre formation initiale ne soit pas un handicap pour profiter des possibilités de la formation permanente. Le drame et la raison de la rancœur que certains peuvent avoir à l'égard de nos propositions de formation permanente tiennent dans ce paradoxe : c'est une seconde chance que ne peuvent saisir que ceux qui ont bénéficié de la première chance à l'école... dont on sait qu'elle est loin d'être démocratique ! Au lieu de combler les écarts, nos politiques de formation permanente tendent à les creuser.

JOAN MANUEL DEL POZO

D'où, le rôle fondamental des Villes Educatrices: engranger des actions qui permettent de compenser cette tendance pour que les personnes bénéficient d'une plus grande formation. Pour ce faire, il est nécessaire d'engager un entrecroisement des politiques et d'articuler, de manière transversale, les différents services et départements qui régulent la vie des villes.

PHILIPPE MEIRIEU

C'est évidemment essentiel. Il nous faut permettre de créer du collectif là où, partout, règne le cloisonnement. Ainsi, Bertrand Schwartz, créateur et directeur

de l'Institut National de Formation des Adultes de Nancy, proposait-il de travailler en formation en mêlant, au moins une partie du temps, les niveaux de responsabilité. Il a mis en place une méthode basée sur l'analyse des dysfonctionnements : en travaillant ensemble à élucider les dysfonctionnements et les difficultés rencontrées dans le processus global de travail, on crée une dynamique où chacun s'implique dans l'intelligence des problèmes, échange avec d'autres, découvre de nouveaux horizons, de nouveaux besoins et de nouveaux désirs de formation. Schwartz précisait que l'apparition de n'importe quel dysfonctionnement est l'occasion de faire réfléchir les gens sur la manière de résoudre les problèmes ensemble, en prenant en compte et en développant la créativité de tous. C'est un bon exemple de ce que peut apporter la réflexion collective plurielle et transversale au développement de la formation.

Mais la formation permanente ne se limite pas à la formation professionnelle et j'attache, pour ma part, beaucoup d'importance à la formation à la parentalité. Les pays du Nord de l'Europe ont commencé à traiter ce problème mais, selon moi, ils se sont trop axés sur la psychologie et la psychothérapie. Or, il faut bien voir que les difficultés des parents augmentent aujourd'hui aussi en raison d'un déficit de réflexion pédagogique sur des questions nouvelles : des parents en difficulté parce que leurs fils a une addiction aux jeux vidéos ne sont pas nécessairement des malades qu'il faut soigner, mais des personnes avec qui il faut réfléchir sur des activités alternatives et sur les moyens de les proposer aux adolescents. Quand une société renvoie à la santé ou à la médecine tous les problèmes éducatifs, c'est qu'elle a, en réalité, renoncé à l'éducation...

Nul ne peut nier les difficultés de beaucoup de parents aujourd'hui et, plutôt que de les stigmatiser ou les traiter de démissionnaires, plutôt que de soigner systématiquement les enfants avec des produits pharmaceutiques ou des programmes de reconditionnement comportemental (pour les faire « tenir » tranquille), il vaudrait mieux mettre en place de vrais lieux de formation. Ces lieux doivent être ouverts, sans culpabilisation, afin d'aider chaque parent à faire face aux questions que lui posent ses enfants et sur lesquelles il n'a pas de réponse toute faite... tout simplement parce que ces problèmes n'existaient pas quand il était lui-même enfant et qu'il ne peut puiser dans l'héritage éducatif de ses propres parents.

JOAN MANUEL DEL POZO

Dans la Charte des Villes Educatrices, la formation parentale est évoquée. C'est un point essentiel en ce qui concerne la personne et la famille. On peut éduquer dans la complexité, mais, on doit éviter une éducation fondée sur des solutions automatiques.

PHILIPPE MEIRIEU

C'est pourquoi la formation à la parentalité doit toujours mobiliser des professionnels de diverses origines, avec diverses connaissances. Cette formation doit porter sur des problèmes à dimension psychologique mais aussi sur d'autres questions, comme l'accès à l'écrit où nous savons que l'environnement familial joue un rôle déterminant. Et, il faut évidemment travailler avec les parents sur la formation à la citoyenneté, la construction des règles, l'identification des autorités légitimes, etc.

JOAN MANUEL DEL POZO

Même les politiques doivent devenir formateurs. Ils doivent proposer des programmes de formation permanente. La complexité croissante du savoir semble réclamer que dans la formation permanente aucun savoir ne doit être enseigné de manière isolée.

PHILIPPE MEIRIEU

C'est absolument essentiel. Le danger de nos sociétés est de mettre les citoyens devant des décisions techniques présentées comme inéluctables par des experts très spécialisés dans leur domaine. Réintroduire la complexité, c'est introduire la liberté. C'est montrer que tout se tient et qu'on peut faire des choix différents selon les leviers que l'on actionne et les scénarios que l'on privilégie. Introduire la complexité, c'est donner du champ à l'inventivité : face à une situation complexe, les solutions ne se déduisent pas, elles s'inventent.

JOAN MANUEL DEL POZO

Il faut dénoncer ici le recours à la magie : *la magie de la technique*. La technique est la magie de notre époque. Elle est mobilisée pour justifier ou masquer l'inaptitude politique, la mauvaise volonté publique, l'autoritarisme ou le paternalisme, c'est-à-dire, les différentes manières de se soustraire au dialogue démocratique. C'est un paradoxe : on suppose normalement que la technique est la négation de la magie. La technique permet, en principe, de traiter des problèmes de manière rigoureuse et elle exclut la magie. Mais, en réalité, la technique se présente comme la solution devant laquelle personne ne peut dire quoi que ce soit. En termes philosophiques, c'est ce qu'on appelle la *techno-science* de notre époque, c'est-à-dire, une science qui aurait un regard sur les responsabilités et les finalités de la vie et qui arrête d'être science pour se convertir en technique.

PHILIPPE MEIRIEU

C'est pourquoi, et dans le sens qui vient d'être évoqué, nous avons mis en place, avec mon équipe, une méthode de formation que nous appelons *la méthode des scénarios*. Nous partons d'un problème, d'ordre familial, professionnel ou politique, et travaillons, avec les personnes concernées, sur les différentes composantes du problème ; nous essayons de voir sur quoi nous pouvons avoir prise, de comprendre ce que produirait le fait d'agir comme cela plutôt que comme ceci ; nous imaginons tous les choix envisageables et construisons tous les scénarios possibles ; nous analysons les conséquences prévisibles sur le court, le moyen et le long termes. J'ai même utilisé cette technique avec des conseils municipaux d'enfants en essayant de leur faire comprendre qu'il n'y a pas de solutions qui s'imposent magiquement, mais qu'il y a des choix, des possibilités qui, chaque fois, impliquent des conséquences différentes et relèvent donc de choix de valeurs, de visions différentes de l'avenir.

Je pense que l'un des rôles de la formation permanente est de démystifier les *allant-de-soi*, ce qui va de soi, de démystifier les solutions magiques, les automatismes, d'imaginer d'autres éventualités possibles : et si on faisait autrement ? Et si on faisait d'autres choix ? Et si on mettait l'argent ailleurs ? Et

s'il n'y avait aucune fatalité à cela ? Par exemple, quand je fais de la formation continue avec des professeurs, je pose des questions du type : combien coûte au lycée et à l'Etat les redoublements dans votre établissement ? Et si on décidait d'utiliser cet argent autrement qu'en faisant redoubler ? Il est important, dans la société actuelle, que la formation aide les gens à comprendre qu'ils ont d'autres choix possibles dans l'utilisation de l'argent public comme dans l'organisation sociale qui leur est proposée, et que les décisions ne s'imposent pas contrairement à ce qui se passe dans les théocraties ou les technocraties....

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui Harry Potter fait la une, c'est parce que nous sommes obsédés par la magie. Nous sommes dans un monde qui voudrait résoudre tous les problèmes en faisant appel à des solutions techniques qui, certes, ont été élaborées grâce à l'intelligence de certains, mais qui court-circuitent, en réalité, l'exercice de l'intelligence des autres. La technique toute-puissante devient ainsi l'instrument de notre régression infantile individuelle et collective, de la tentation de tout régenter par le pouvoir de notre parole ou de notre regard. Nous rêvons d'un monde où le débat collectif aurait disparu, où les contradictions auraient été gommées, où les tensions seraient suspendues, un monde où nous serions, chacun, dans la posture de Dieu. Mais ce monde serait une terrible régression barbare : les dieux s'égorgent les uns les autres. Les citoyens, eux, savent qu'ils ne sont pas des dieux, c'est pour cela qu'ils peuvent et doivent débattre. C'est pour cela qu'ils doivent dénaturiser et détechniciser les problèmes : pour en montrer les enjeux et faire des choix. La formation continue est essentielle pour réintroduire l'homme dans le monde de la modernité, pour réintroduire la liberté, la responsabilité, la temporalité.

JOAN MANUEL DEL POZO

Le problème de notre civilisation est que c'est une civilisation de moyens qui ne connaissent pas leurs finalités. Notre civilisation est la première, dans l'histoire de l'humanité, qui a autant de moyens raffinés aux services des finalités aussi confuses. On a beaucoup de *comment*, mais on ne sait pas trop *pour quoi* faire.

PHILIPPE MEIRIEU

De plus, la confusion devient telle que l'on confond les *modalités* avec les *finalités*. À partir d'un certain moment, comme il n'y a plus de finalités claires, on ne s'accroche plus qu'aux modalités. Dans l'école, par exemple, l'organisation sous forme de classe n'est pas une finalité de l'école, c'est une modalité qui a été efficace et utile, qui, à un moment donné de son histoire, a fait progresser considérablement le système éducatif. Mais cela n'est qu'une modalité. Or, à partir d'un certain moment, les gens imaginent que c'est cela la finalité : on ne réfléchit plus aux finalités de l'école - apprendre et apprendre ensemble -, ils se contentent de se demander comment faire fonctionner les classes avec leurs contraintes et leurs emplois du temps... Ils oublient les finalités car les modalités sont totémisées. Pour moi, la formation permanente a le devoir d'interroger les modalités au nom des finalités. Elle peut ainsi nous ouvrir des perspectives, nous libérer de l'emprise de l'organisation et du pur management, nous permettre de déverrouiller l'avenir, au lieu de rester enfermés dans la reproduction crispée du passé.

JOAN MANUEL DEL POZO

Cela veut dire, pour moi, qu'il ne faut pas enseigner la connaissance mais plutôt le goût pour la connaissance, le goût du savoir et de la vérité, le goût de l'exigence...

PHILIPPE MEIRIEU

C'est vrai et à tous les niveaux. Les enfants ont droit à la perfection dans les choses les plus simples. Car le niveau d'exigence doit être maximal quel que soit le niveau taxonomique. L'enfant a le droit qu'on exige de lui la perfection dans chacune de ses œuvres, il a le droit qu'on l'aide à atteindre cette perfection. Ce n'est pas parce que l'on fait quelque chose d'apparemment banal que cela va être médiocre, ça peut même être parfait, d'une pureté absolue. Le calligraphe chinois qui parvient à faire une lettre d'une simplicité totale arrive à la perfection, comme l'ébéniste ou l'ingénieur, comme le paysan et le chirurgien... Tous les gestes humains peuvent accéder à la perfection, tous doivent être réalisés dans cette visée. Dans notre société, on a, malheureusement, confondu la perfection et le niveau social de la tâche, l'exigence avec l'élitisme.

La formation permanente a, sur ce point, un rôle essentiel : faire appréhender, de l'intérieur, l'exigence qui existe dans toute activité – de la cuisine à la création artistique, de la fabrication artisanale à l'action politique... - afin de permettre à chacun de s'exhausser et de s'engager dans un travail qui l'amène à mettre en jeu des savoirs de plus en plus élaborés, de se donner des défis et de se dépasser, de se développer personnellement et d'apporter toujours plus au collectif. Si nous ne mettons pas en place, dès l'enfance et tout au long de la formation, une telle démarche, nous serons toujours dans un rapport aux savoirs de type utilitaire et « économique », au sens strict d'Adam Smith : le moins d'effort possible pour le plus d'effets utiles. L'humain véritable ne s'offre que dans ce rapport particulier à l'action qui fait qu'au-delà de l'efficacité matérielle et technique, quelque chose se joue sur une autre scène, dans le symbolique...

PILAR FIGUEIRAS

Quand la conscience éducative des villes se fait plus visible, quels sont les changements possibles que l'on peut espérer de la vie collective ?

PHILIPPE MEIRIEU

La politique des villes, en matière de formation, a souvent consisté à ouvrir des espaces de rencontre, de mobilisation et d'échanges. Pour ma part, je suis très sensible à un mouvement qui s'est développé en France, un peu marginalement, qui s'appelle *les réseaux d'échanges réciproque de savoirs*. C'est un mouvement qui s'inspire d'une part de Paolo Freire ou d'Ivan Illich et, d'autre part, des dynamiques locales (le mouvement est né à Orly, à côté de Paris). Il permet aux villes de tisser des réseaux de formation entre les personnes. Cela n'est pas difficile à faire d'autant plus que nous disposons maintenant de logiciels comme *Les arbres de connaissances* qui a été créé par le philosophe français Michel Serres et ses collaborateurs. Il s'agit d'un outil informatique qui permet d'identifier les connaissances et les compétences et de les échanger entre différentes personnes, sans passer forcément par des

structures institutionnelles, ni engager des coûts rédhibitoires. Les villes pourraient être, plus encore, des instances qui stimulent les échanges de savoirs, de connaissances, de compétences et qui les stimulent de manière à ce que les gens de différentes cultures, de différentes sensibilités, de différents métiers, d'âges différents aussi, puissent se connaître et s'enrichir réciproquement d'une manière sérieuse, approfondie, pour créer de nouvelles solidarités à travers la formation. Nous devons être capables de mettre en relation des gens qui ont des compétences et qui sont disponibles avec ceux qui auraient besoin d'eux. Nous devons être capable de susciter des rencontres, même improbables, en matière d'inter-formation. C'est sans doute une des missions les plus importantes des Villes Éducatrices : contribuer à développer la formation par l'échange entre les citoyens.

JOAN MANUEL DEL POZO

J'aimerais introduire d'autres notions, celles de l'esprit coopératif, de la solidarité et de la coopération, des notions qui ont une valeur hautement significative d'un point de vue démocratique. Elles conduisent à l'exclusion du paternalisme et consistent à chercher l'égalité pour apprendre et échanger... Dans cet esprit, les travailleurs qui sont invités à suivre une formation ne devraient jamais connaître le risque de perte d'emploi. La formation devrait leur garantir qu'ils retrouveront une autre place, en fonction des nouvelles compétences qu'ils ont acquis.

PHILIPPE MEIRIEU

Voilà, encore, un des grands enjeux de la formation permanente : permettre la mobilité des personnes dans l'espace économique et social. Les sociétés humaines affectent trop souvent, en effet, les individus à des places définitives. Les sociétés inhumaines, elles, enferment les individus dans ces places. La formation, c'est la possibilité d'échapper à tout enfermement, d'éviter la fatalité de l'héritage socioculturel, d'empêcher que l'appartenance ethnique ne fige les individus dans des natures qui les rendraient radicalement incapables de se penser différemment ou de devenir « quelqu'un d'autre ». Nos sociétés modernes doivent, contrairement aux vieilles utopies des XIXe et XXe siècles, être des sociétés de la mobilité assumée... Selon moi, une société qui progresse est une société dans laquelle les places ne sont plus inéluctables, c'est-à-dire, une société où les individus peuvent se projeter différents de ce qu'ils sont. Ils ne sont pas condamnés à rester en permanence ce qu'ils ont été.

Cela nous conduit à un lieu commun : nous aurons dorénavant à changer de métier plusieurs fois dans notre vie. Mais nous ne devons pas considérer cela comme la simple obéissance à une injonction des grandes entreprises qui ont besoin d'une plus grande flexibilité de leur main d'œuvre. Cela peut être, aussi, le droit donné à une personne de se reconverter professionnellement quand elle le souhaite et pense qu'elle peut se réaliser dans d'autres activités. Quand j'étais Directeur de l'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) de Lyon, j'ai développé un dispositif de reconversion pour les gens qui venaient de tous les métiers et qui voulaient devenir enseignants. Ce dispositif a donné d'excellents résultats : des personnes très motivées, avec une expérience personnelle et professionnelle très riche, qui décident de devenir enseignantes donnent à l'école un dynamisme supplémentaire. Changer de métier est, ici,

une manière de se réaliser et d'aider l'institution publique à mieux remplir sa mission.

En fait, nous devons refuser d'assigner quiconque à résidence dans son identité professionnelle. Nous devons refuser de rentrer dans la logique mortifère d'une société qui classe, sélectionne, met les personnes dans des tiroirs, avec des étiquettes dont elles ne peuvent se défaire. Nous leur disons qu'il est possible d'être autre chose et de faire autrement. Au-delà des questions techniques de gestion des postes de travail, une société de progrès est une société où la personne, dans sa globalité, peut se mettre en projet et n'est pas assignée à reproduire le projet que les autres ont pour elle. Et nous devons l'aider à se mettre en projet, lui fournir les moyens de réaliser ses projets. Politiquement, cette démarche est au cœur-même de la dynamique démocratique.

JOAN MANUEL DEL POZO

Je suis totalement d'accord. Cependant on pourrait compléter le concept de citoyenneté avec l'aspect politique, c'est-à-dire, que la personne n'a pas seulement le droit à son projet individuel autonome, mais elle a le droit et le devoir de participer librement à des projets collectifs. C'est un autre aspect sur lequel notre société est en difficulté. Nous connaissons les critiques sur le manque d'esprit participatif que nos démocraties occidentales reçoivent depuis longtemps. Sur ce sujet, les citoyens apportent une curieuse réponse : ils se sentent incompétents, disent-ils, à participer à l'espace public. A côté du discours habituel sur les politiques (« les politiciens sont corrompus, éloignés du peuple... »), il y a un aspect de ce problème qui touche directement à la formation permanente : les citoyens déclarent qu'ils ne comprennent pas la politique, ne se sentent pas capables de participer au débat public. C'est un aspect dont on doit tenir compte car il y a là une demande cachée pour se sentir socialement compétent. Si on dialogue avec ces personnes, on découvre qu'elles sont, en fait, intéressées et qu'elles posent les questions fondamentales. Et si, en tant que politiques, nous ne travaillons pas sur les représentations de la « compétence citoyenne », les gens n'iront pas voter. Le problème est, alors, de savoir comment élaborer un programme de formation des personnes qui permette aux personnes de s'engager lucidement dans la collectivité.

PILAR FIGUEIRAS

Sur cet aspect, nous avons une carence fondamentale: il nous manque une pédagogie de la politique. Il semble qu'il existe une incapacité à expliquer aux citoyens ce qu'il se fait et ce qu'il va se faire. C'est la responsabilité des politiques d'expliquer aux citoyens pourquoi des politiques et des actions sont déterminées. Cela est un thème élémentaire depuis la perspective des Villes Educatrices.

JOAN MANUEL DEL POZO

C'est précisément un programme de formation permanente qui permet aux politiques d'expliquer leur travail quotidien. Dans certains cas, cela se fait, mais c'est encore insuffisant. Il est nécessaire, pour que les personnes comprennent les processus collectifs, pour qu'ils soient motivés à participer, d'en faire

beaucoup plus... Mais, pour cela, les politiques doivent aussi avoir une plus grande proximité avec les citoyens afin d'expliquer les choix qu'ils vont faire.

PHILIPPE MEIRIEU

Il faut parler sur l'intelligence des personnes. Il y a quelques années, j'ai travaillé à des émissions de télévision sur l'utilisation des impôts. J'avais comparé ce que coûtait la construction d'un établissement scolaire à, par exemple, un kilomètre d'autoroute. De la même façon, j'avais expliqué combien coûtait un éducateur et combien coûtait un prisonnier : un prisonnier coûte une fois et demi le salaire d'un éducateur ! Il faudrait arriver à traiter des sujets techniques, comme les impôts et l'usage de l'argent public, de manière vivante et impliquante, en faisant ressortir nos marges de manœuvre. Il faut mettre à jour les questions financières et sortir de cette opacité démobilisatrice, afin que les citoyens comprennent le coût des choses, le coût social à moyen et long termes. Un des problèmes majeurs est, en effet, que les politiques ne donnent jamais les coûts sociaux, les coûts avec les conséquences qui découlent de leur choix. Victor Hugo disait : " Chaque fois que nous ouvrons une école, nous fermons une prison". Actuellement, en France, nous supprimons de manière massive toutes les aides aux associations (en particulier les associations qui s'occupent des jeunes délinquants) pour investir cet argent dans la construction des Centres Educatifs Fermés (prisons pour adolescents). C'est un choix, mais, c'est un choix qui pose de graves problèmes.

JOAN MANUEL DEL POZO

Y a-t-il un lieu pour une éducation progressiste? On sait que la philosophie grecque associe l'humanisme à l'élitisme : les hommes vraiment cultivés ne peuvent pas être nombreux... Beaucoup de gens pensent encore que parce que l'on parle bien, qu'on est cultivé, on est élitiste. Si l'on dit, par exemple, que nos élèves doivent bien parler, certains disent que nous faisons un programme humaniste élitiste. Pour ma part, je crois que l'une des grandes finalités de la vie est de connaître, reconnaître et jouir de la beauté, à laquelle, malheureusement, beaucoup de gens n'ont pas pu accéder. Je crois que cet aspect devrait être incorporé à la formation tout au long de la vie, que nous devrions tous connaître mieux les différentes formes d'expression artistique et les utiliser dans notre vie.

PHILIPPE MEIRIEU

Je ne suis pas du tout d'accord avec l'idée selon laquelle l'exigence de culture serait intrinsèquement élitiste. C'est une vieille croyance qui postule que, si la culture est diffusée, démocratisée, elle se dissout et devient médiocre. Comme si le petit nombre des élus garantissait la béatitude au paradis ! Comme si, en se partageant, les savoirs perdaient leurs qualités ! Or la connaissance a cette caractéristique extraordinaire : plus on la partage, mieux on la possède et ce que l'on donne, on le maîtrise mieux encore. Plus les savoirs seront partagés, plus ils seront exigeants....

Et, en particulier, l'exigence liée à la langue, à l'exactitude, à la précision et à la beauté de l'expression, est une exigence constitutive et constructive de l'humain. Mon travail pédagogique a toujours été centré sur l'exigence : je me suis toujours demandé : comment être exigeant et faire en sorte que l'autre

s'approprié lui-même cette exigence pour progresser... Je suis très sensible à la manière dont l'humanisme nous a offert cet idéal de perfectibilité qui nous permet de nous dépasser. Si je me bats dans les écoles, c'est au nom de cet idéal de perfectibilité de nos oeuvres et de nous-mêmes. Nous contribuons à la perfectibilité de nous-mêmes et de l'humanité par le travail que nous faisons.

Je dis souvent que la culture, c'est ce qui relie l'intime à l'universel... ou à l'universalisable, si l'on veut être plus modeste... La mythologie gréco-latine parle de choses qui me sont infiniment personnelles et intimes – ma relation à la vie et à la mort, ma relation aux autres, à la peur d'être dévoré par eux et à mon désir de les dévorer moi-même –, et Hésiode ou Ovide parviennent à donner à cela une forme, une beauté linguistique et symbolique qui peut tous nous interpeller. Toutes les cultures – occidentale et africaine, orientale et amérindienne... mais aussi la culture scientifique tout autant que la culture littéraire académique – peuvent nous aider à nous construire et à découvrir l'humanité qui nous rend profondément solidaire.

JOAN MANUEL DEL POZO

Nous sommes des animaux symboliques. C'est par le symbole que se construit la personne.

PILAR FIGUEIRAS

Depuis cette perspective aussi, il faut analyser quel peut être le futur rôle de l'Association des Villes Educatrices. Je souhaite que nous continuions à faire le chemin ensemble.